



## **RAPPORT DE GESTION TROISIÈME TRIMESTRE 2021**

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>PROFIL DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>2</b>
<b>FAITS SAILLANTS .....</b>	<b>3</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS .....</b>	<b>7</b>
<b>ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ .....</b>	<b>10</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....</b>	<b>15</b>
<b>INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>21</b>
<b>SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....</b>	<b>32</b>

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du troisième trimestre 2021 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant Québecor Média inc., une filiale en propriété exclusive et l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor Média inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Québecor Média inc. déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés et la maximisation de la valeur de ses contenus au profit de multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2020. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé, ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et la facturation moyenne par unité (« FMPU »). Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société sont présentés dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

### Pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a entraîné des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. Le gouvernement du Québec a graduellement mis en place un nouveau plan de déconfinement depuis mai 2021 et a imposé l'utilisation d'un passeport vaccinal à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2021 afin de permettre l'accès à certains lieux ou la participation à certaines activités non essentielles. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Québecor et s'est traduite par un ralentissement marqué de certains secteurs d'activité de la Société. Entre autres répercussions, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une réduction des activités dans les points de vente de Vidéotron Itée (« Vidéotron »), une réduction des revenus publicitaires, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée TVA Sports en 2020 et une réduction des activités cinématographiques et celles liées au contenu audiovisuel dans le secteur Média ainsi que l'arrêt de la plupart des activités de spectacles et d'événements dans le secteur Sports et divertissement. Malgré les contraintes occasionnées par la pandémie, Québecor a fourni les services essentiels de télécommunications et de nouvelles pendant la durée de cette crise sanitaire, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de ses employés. En raison de la baisse de leurs revenus, la plupart des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement se sont qualifiées pour la Subvention salariale d'urgence du Canada, et des subventions totalisant 9,4 M\$ ont été comptabilisées au cours des neuf premiers mois de 2021, en contrepartie d'une réduction des coûts de main-d'œuvre (14,4 M\$ au troisième trimestre 2020 et 43,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2020).

Les impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activité de la Société au troisième trimestre 2021 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteur d'activité » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire, y compris toute nouvelle vague importante. La crise sanitaire pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs à la crise sanitaire pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

## FAITS SAILLANTS

### Troisième trimestre 2021

**Revenus** de 1,15 G\$, en hausse de 36,5 M\$ (3,3 %).

**BAlIA ajusté** de 520,3 M\$, en hausse de 6,9 M\$ (1,3 %), malgré l'impact défavorable de 18,8 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020 dans le secteur Télécommunications.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 173,1 M\$ (0,71 \$ par action de base), en hausse de 32,2 M\$ (0,15 \$ par action de base).

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 176,1 M\$ (0,73 \$ par action de base), en hausse de 3,0 M\$ (0,04 \$ par action de base).

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 365,8 M\$, en hausse de 19,7 M\$ (5,7 %).

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 368,2 M\$, en hausse de 28,8 M\$ (8,5 %).

### Neuf premiers mois de 2021

**Revenus** de 3,37 G\$, en hausse de 199,5 M\$ (6,3 %).

**BAlIA ajusté** de 1,47 G\$, en hausse de 48,6 M\$ (3,4 %), malgré l'impact défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au cours des neufs premiers mois de 2020 dans le secteur Télécommunications.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 417,9 M\$ (1,71 \$ par action de base), en baisse de 29,5 M\$ (0,06 \$ par action de base).

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 464,3 M\$ (1,90 \$ par action de base), en hausse de 34,8 M\$ (0,20 \$ par action de base) ou 8,1 %.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 1,01 G\$, en hausse de 44,3 M\$ (4,6 %).

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 859,5 M\$, en baisse de 195,0 M\$ (-18,5 %).

**Tableau 1**
**Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan**

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs au nombre d'actions et aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre		
	2021	2020	2021	2020	
<b>Résultats</b>					
Revenus :					
Télécommunications	939,5	\$ 937,9	\$ 2 781,9	\$ 2 681,7	\$
Média	190,6	157,2	563,6	464,7	
Sports et divertissement	49,1	48,5	113,8	109,2	
Intersectoriels	(31,0)	(31,9)	(88,8)	(84,6)	
	<b>1 148,2</b>	<b>\$ 1 111,7</b>	<b>\$ 3 370,5</b>	<b>\$ 3 171,0</b>	<b>\$</b>
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) <sup>1</sup> :					
Télécommunications	476,8	\$ 483,6	\$ 1 409,2	\$ 1 382,7	\$
Média	36,6	24,9	54,6	36,6	
Sports et divertissement	11,0	7,6	16,2	6,6	
Siège social	(4,1)	(2,7)	(5,6)	(0,1)	
	<b>520,3</b>	<b>513,4</b>	<b>1 474,4</b>	<b>1 425,8</b>	
Amortissement	(194,3)	(195,9)	(586,2)	(589,7)	
Frais financiers	(83,8)	(80,1)	(253,9)	(249,1)	
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,0	(18,6)	7,2	8,9	
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(12,4)	(18,9)	3,7	(33,1)	
Perte sur refinancement de la dette	-	-	(80,9)	-	
Impôts sur le bénéfice	(56,6)	(56,4)	(140,4)	(147,7)	
Bénéfice lié aux activités abandonnées	-	-	-	33,8	
<b>Bénéfice net</b>	<b>179,2</b>	<b>\$ 143,5</b>	<b>\$ 423,9</b>	<b>\$ 448,9</b>	<b>\$</b>
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires					
	173,1	\$ 140,9	\$ 417,9	\$ 413,6	\$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	173,1	140,9	417,9	447,4	
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies <sup>1</sup>	176,1	173,1	464,3	429,5	
Par action de base :					
Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires	0,71	0,56	1,71	1,64	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,71	0,56	1,71	1,77	
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies <sup>1</sup>	0,73	0,69	1,90	1,70	

<sup>1</sup> Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS »

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
<b>Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels<sup>1</sup></b>				
Télécommunications	139,5	\$ 157,7	\$ 428,9	\$ 431,5
Média	12,3	7,9	27,6	23,2
Sports et divertissement	1,0	0,9	2,6	2,5
Siège social	1,7	0,8	3,8	1,4
	<b>154,5</b>	167,3	<b>462,9</b>	458,6
<b>Flux de trésorerie</b>				
Flux de trésorerie d'exploitation <sup>1</sup> :				
Télécommunications	337,3	325,9	980,3	951,2
Média	24,3	17,0	27,0	13,4
Sports et divertissement	10,0	6,7	13,6	4,1
Siège social	(5,8)	(3,5)	(9,4)	(1,5)
	<b>365,8</b>	346,1	<b>1 011,5</b>	967,2
Flux de trésorerie libre liés aux activités d'exploitation poursuivies <sup>1</sup>	<b>213,5</b>	168,4	<b>381,4</b>	548,2
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies	<b>368,2</b>	339,4	<b>859,5</b>	1 054,5
			<b>30 sept. 2021</b>	31 déc. 2020
<b>Bilan</b>				
Espèces et quasi-espèces			480,7	\$ 136,7
Fonds de roulement			478,3	(70,4)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			389,6	597,1
Actif total			<b>10 534,0</b>	9 861,6
Dette totale (court et long terme)			<b>6 256,8</b>	5 773,4
Obligations locatives (court et long terme)			181,6	173,3
Déventures convertibles, y compris les dérivés			148,9	156,5
Incorporés				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			<b>1 255,0</b>	1 112,6
Capitaux propres			<b>1 372,7</b>	1 214,1
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			<b>241,1</b>	248,2
<b>Ratio d'endettement net consolidé<sup>1</sup></b>			<b>2,80x</b>	2,68x

### **Télécommunications**

- Au troisième trimestre 2021, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 1,6 M\$ (0,2 %) de ses revenus et une baisse de 6,8 M\$ (-1,4 %) de son BAIIA ajusté, dont l'impact défavorable de 18,8 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020.
- Progression importante des revenus de Vidéotron au troisième trimestre 2021 pour les services d'accès Internet (15,9 M\$ ou 5,6 %) et en téléphonie mobile (13,4 M\$ ou 8,0 %).
- Augmentation nette de 25 600 UGR (0,4 %) au troisième trimestre 2021, dont 40 900 lignes (2,7 %) en téléphonie mobile et 22 500 clients (1,2 %) aux services d'accès Internet.

<sup>1</sup> Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS »

- Le 9 septembre 2021, Vidéotron et TVA Sports ont annoncé un partenariat avec les Lions de Trois-Rivières, la nouvelle équipe de hockey de la ECHL. Le nouveau Colisée de Trois-Rivières se nommera « Colisée Vidéotron » et TVA Sports agira à titre de diffuseur officiel exclusif des matchs à domicile des Lions de Trois-Rivières qui amorceront la première saison de leur histoire.
- Le 17 août 2021, Vidéotron a lancé sa plateforme Vrai, une nouvelle plateforme québécoise par abonnement offrant des contenus spécialisés, non scriptés, de type style de vie, documentaire et divertissement afin de répondre à la forte demande pour ce type de contenu. Vrai présente des milliers d'heures de contenu entièrement en français, à consommer sur demande, y compris plus de 40 nouvelles productions originales d'ici, en primeur et en exclusivité.
- Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, dans quatre provinces canadiennes : l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Vidéotron a effectué un premier dépôt de 166,0 M\$ au cours du troisième trimestre 2021 pour l'acquisition de ces licences.

## **Média**

- Au troisième trimestre 2021, le secteur Média a affiché une croissance de 33,4 M\$ (21,2 %) de ses revenus et de 11,7 M\$ (47,0 %) de son BAIIA ajusté.
- Le 15 septembre 2021, Québecor a dévoilé la nouvelle plateforme numérique QUB qui répertorie à un seul et même endroit, l'ensemble de ses contenus d'information et de divertissement. Disponible sur Internet et en application mobile, QUB se démarque de l'offre sur le marché en permettant aux usagers d'accéder à un imposant volume de contenus multisources et multiformats, dont des articles, de la musique, des vidéos et de l'audio, en direct ou en rattrapage, par le biais d'une seule plateforme, facilitant ainsi la navigation et la découvrabilité des contenus.
- Le 16 juillet 2021, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA »), avec l'appui du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal, a annoncé l'agrandissement des studios MELS, un chef de file de l'industrie cinématographique et télévisuelle au Canada, grâce à la construction de MELS 4. Cet agrandissement permettra à MELS de renforcer son positionnement sur le marché des mégaproductions et des séries étrangères.
- Le 14 avril 2021, France Lauzière a débuté une pause professionnelle pour des raisons familiales. Ces mêmes raisons l'amènent maintenant à quitter définitivement ses fonctions de présidente et chef de la direction de Groupe TVA et chef du contenu de Québecor Contenu. Rappelons que depuis son arrivée au sein de la Société en 2001, elle a contribué à consolider la position exceptionnelle de Groupe TVA à titre de chef de file de la télévision québécoise. Forte de cette expertise en contenu, elle demeurera toutefois disponible pour collaborer avec l'entreprise dans certains dossiers stratégiques. Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor, continuera d'assumer sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de Groupe TVA et de Québecor Contenu.

## **Sports et divertissement**

- Au troisième trimestre 2021, le secteur Sports et divertissement a affiché une croissance de 0,6 M\$ (1,2 %) de ses revenus et de 3,4 M\$ (44,7 %) de son BAIIA ajusté.
- Le 6 octobre 2021, Gestion d'événements Gestev inc., une filiale de Groupe Sports et divertissement, a annoncé qu'elle sera le nouveau gestionnaire du Cabaret du Casino de Montréal, ce qui lui permettra d'exploiter, de diffuser et d'offrir une programmation unique aux milliers de visiteurs de cette salle de spectacles multifonctionnelle dotée d'une qualité acoustique exceptionnelle.

## **Opérations d'investissement et de financement**

- Le 5 juillet 2021, Québecor Média a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021.
- Le 6 juillet 2021, Vidéotron a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021. L'actif des contrats de couverture afférent a également été réalisé.

# ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

## Comparaison des troisièmes trimestres 2021 et 2020

**Revenus** de 1,15 G\$, en hausse de 36,5 M\$ (3,3 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (1,6 M\$ ou 0,2 % des revenus du secteur), Média (33,4 M\$ ou 21,2 %) et Sports et divertissement (0,6 M\$ ou 1,2 %).

**BAIIA ajusté** de 520,3 M\$, en hausse de 6,9 M\$ (1,3 %).

- Hausse dans les secteurs Média (11,7 M\$ ou 47,0 % du BAIIA ajusté du secteur) et Sports et divertissement (3,4 M\$ ou 44,7 %).
- Baisse dans le secteur Télécommunications (6,8 M\$ ou -1,4 %), dont l'impact défavorable de 18,8 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média ainsi que la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 6,4 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2021, par rapport à la même période de 2020.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 173,1 M\$ (0,71 \$ par action de base) au troisième trimestre 2021, contre 140,9 M\$ (0,56 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 32,2 M\$ (0,15 \$ par action de base).

- Les écarts favorables s'expliquent surtout par :
  - l'écart favorable de 24,6 M\$ lié au gain et à la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 23,6 M\$ sans incidence fiscale ;
  - la hausse de 6,9 M\$ du BAIIA ajusté ;
  - la diminution de 6,5 M\$ lié à la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.
- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
  - la hausse de 3,7 M\$ liée aux frais financiers.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 176,1 M\$ (0,73 \$ par action de base) au troisième trimestre 2021, contre 173,1 M\$ (0,69 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 3,0 M\$ (0,04 \$ par action de base).

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 365,8 M\$, en hausse de 19,7 M\$ (5,7 %), expliquée par la baisse de 12,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels et l'augmentation de 6,9 M\$ du BAIIA ajusté.

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 368,2 M\$, en hausse de 28,8 M\$ (8,5 %), expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

**Charge d'amortissement** de 194,3 M\$ au troisième trimestre 2021, soit une diminution de 1,6 M\$.

**Frais financiers** de 83,8 M\$ au troisième trimestre 2021, en hausse de 3,7 M\$, expliquée principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé et la variation défavorable de la perte ou du gain sur conversion des éléments monétaires à court terme libellés en devises, contrebalancés en partie par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme.

**Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers** de 6,0 M\$ au troisième trimestre 2021 contre une perte de 18,6 M\$ à la même période de 2020, soit un écart favorable de 24,6 M\$, essentiellement attribuable à la variation favorable, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

**Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments** de 12,4 M\$ au troisième trimestre 2021, soit une baisse de 6,5 M\$.

- Au troisième trimestre 2021, une charge de 12,4 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (11,8 M\$ au troisième trimestre 2020). De plus, une charge de dépréciation d'actifs de 7,3 M\$ a été comptabilisée au cours du troisième trimestre 2020 liée à différentes mesures de restructuration. Un gain de 0,2 M\$ lié à d'autres éléments a également été comptabilisé au cours du troisième trimestre 2020.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 56,6 M\$ au troisième trimestre 2021 (taux d'imposition effectif de 26,6 %), contre 56,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 25,9 %) à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 0,2 M\$. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2021 et 2020**

**Revenus** de 3,37 G\$, en hausse de 199,5 M\$ (6,3 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (100,2 M\$ ou 3,7 % des revenus du secteur), Média (98,9 M\$ ou 21,3 %) et Sports et divertissement (4,6 M\$ ou 4,2 %).

**BAIIA ajusté** de 1,47 G\$, en hausse de 48,6 M\$ (3,4 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (26,5 M\$ ou 1,9 % du BAIIA ajusté du secteur), malgré l'impact défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020, Média (18,0 M\$ ou 49,2 %) et Sports et divertissement (9,6 M\$).
- Diminution au siège social (5,5 M\$), expliqué, entre autres, par un écart budgétaire sur les charges intersectorielles.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média ainsi que la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 3,1 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au cours des neuf premiers mois de 2021, par rapport à la même période de 2020.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 417,9 M\$ (1,71 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 447,4 M\$ (1,77 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une baisse de 29,5 M\$ (0,06 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
  - l'écart défavorable de 80,9 M\$ lié au refinancement de la dette ;
  - la diminution de 33,8 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
  - la hausse de 4,8 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts favorables s'expliquent essentiellement par :
  - la hausse de 48,6 M\$ du BAIIA ajusté ;
  - l'écart favorable de 36,8 M\$ lié à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments ;
  - la baisse de 7,3 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 464,3 M\$ (1,90 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 429,5 M\$ (1,70 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une hausse de 34,8 M\$ (0,20 \$ par action de base).

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 1,01 G\$, en hausse de 44,3 M\$ (4,6 %), expliquée par l'augmentation de 48,6 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 4,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels.

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 859,5 M\$, en baisse de 195,0 M\$, expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, contrebalancée en partie par la hausse du BAIIA ajusté.

**Charge d'amortissement** de 586,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, soit une diminution de 3,5 M\$.



**Frais financiers** de 253,9 M\$, en hausse de 4,8 M\$, qui s'explique principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé, contrebalancé en partie par un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme.

**Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers** de 7,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 8,9 M\$ à la même période de 2020, soit un écart défavorable de 1,7 M\$.

**Gain sur restructuration des activités d'exploitation et autres éléments** de 3,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une charge de 33,1 M\$ à la même période de 2020, soit un écart favorable de 36,8 M\$.

- Le 1<sup>er</sup> avril 2021, R3D Conseil inc., dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Groupe Alithya inc. Le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au cours des neuf premiers mois de 2021.
- Une charge de 17,8 M\$ a également été comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2021 relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (26,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2020). De plus, un gain de 2,7 M\$ lié à d'autres éléments a été comptabilisé au cours des neuf premiers mois de 2021 (0,4 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2020). Une charge de dépréciation d'actifs de 0,8 M\$ liée à différentes mesures de restructuration a également été comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2021 (7,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2020).

**Perte sur refinancement de la dette** de 80,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021.

- Le 3 juin 2021, Québecor Média a émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant en capital des billets remboursés. Vidéotron a également émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant en capital des billets remboursés. Par conséquent, une perte nette de 80,9 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats au cours des neuf premiers mois de 2021.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 140,4 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021 (taux d'imposition effectif de 26,5 %), contre 147,7 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,7 %) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 7,3 M\$ qui s'explique par l'incidence de la baisse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

## ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

### Télécommunications

#### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2021

**Revenus** de 939,5 M\$ au troisième trimestre 2021, en hausse de 1,6 M\$ (0,2 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 181,8 M\$, soit une progression de 13,4 M\$ (8,0 %) due principalement à la croissance du nombre de lignes et à la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus des services d'accès Internet de 301,4 M\$, en hausse de 15,9 M\$ (5,6 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du revenu moyen par client et la croissance du nombre de clients.
- Revenus des services de télédistribution de 207,8 M\$, soit une diminution de 14,9 M\$ (-6,7 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par la diminution du nombre de clients et la baisse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 79,4 M\$, en baisse de 6,0 M\$ (-7,0 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancée en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 72,0 M\$, en baisse de 8,2 M\$ (-10,2 %), surtout en raison de la diminution du nombre d'appareils mobiles vendus, contrebalancée en partie par l'augmentation des prix.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 51,3 M\$, en hausse de 1,0 M\$ (2,0 %).

**FMPU** totale de Vidéotron de 50,55 \$ au troisième trimestre 2021, contre 49,94 \$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 0,61 \$ (1,2 %). La FMPU mobile a atteint 50,15 \$ au troisième trimestre 2021, contre 50,98 \$ à la même période de 2020, en baisse de 0,83 \$ (-1,6 %).

#### Statistiques de clientèle

**UGR** – Au 30 septembre 2021, le nombre total d'UGR s'établissait à 6 146 600, soit une hausse de 25 600 unités par rapport à la fin du deuxième trimestre 2021, contre une augmentation de 4 700 à la même période de 2020. Le nombre d'UGR a augmenté de 41 700 (0,7 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2021 (tableau 2).

**Téléphonie mobile** – Au 30 septembre 2021, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 1 571 300, soit une augmentation de 40 900 lignes (2,7 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2021, contre une hausse de 47 700 à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ces services a augmenté de 118 700 (8,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2021 (tableau 2).

**Accès Internet** – Au 30 septembre 2021, le nombre de clients aux services d'accès Internet se chiffrait à 1 832 700, soit une hausse de 22 500 clients (1,2 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2021, contre une augmentation de 20 500 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 62 900 (3,6 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

**Télédistribution** – Au 30 septembre 2021, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 428 000, soit une diminution de 13 400 clients (-0,9 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2021, contre une baisse de 15 500 à la même période de 2020. Le nombre de clients à ces services a diminué de 53 800 (-3,6 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

**Téléphonie filaire** – Au 30 septembre 2021, ces services comptaient 847 400 lignes, soit une baisse de 25 000 (-2,9 %) au troisième trimestre 2021, contre une diminution de 28 700 lignes à la même période de 2020. Le nombre de lignes à ces services a diminué de 100 400 (-10,6 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

**Vidéo sur demande par abonnement** – Au 30 septembre 2021, le nombre de clients aux services de vidéo sur demande par abonnement s'élevait à 467 200, soit une augmentation de 600 clients au troisième trimestre 2021, contre une baisse de 19 300 clients à la même période de 2020. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 14 300 (3,2 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2021 (tableau 2).

**Tableau 2****UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres**

(en milliers d'unités)

	Sept. 2021	Juin 2021	Mars 2021	Déc. 2020	Sept. 2020	Juin 2020	Mars 2020	Déc. 2019
Téléphonie mobile	1 571,3	1 530,4	1 503,2	1 481,1	1 452,6	1 404,9	1 369,8	1 330,5
Internet	1 832,7	1 810,2	1 804,9	1 796,8	1 769,8	1 749,3	1 733,4	1 727,3
Télédistribution	1 428,0	1 441,4	1 457,5	1 475,6	1 481,8	1 497,3	1 512,1	1 531,8
Téléphonie filaire	847,4	872,4	897,7	924,7	947,8	976,5	998,2	1 027,3
Vidéo sur demande par abonnement	467,2	466,6	477,9	469,7	452,9	472,2	471,7	459,3
<b>Total</b>	<b>6 146,6</b>	<b>6 121,0</b>	<b>6 141,2</b>	<b>6 147,9</b>	<b>6 104,9</b>	<b>6 100,2</b>	<b>6 085,2</b>	<b>6 076,2</b>

**BAIIA ajusté** de 476,8 M\$, en baisse de 6,8 M\$ (-1,4 %) qui s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 18,8 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020.

Contrebalancé en partie par :

- la baisse des frais d'exploitation, dont les frais d'administration.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,2 % au troisième trimestre 2021, contre 48,4 % à la même période de 2020, expliqué principalement par l'impact de la comptabilisation d'un élément non récurrent au troisième trimestre 2020.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 337,3 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 325,9 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 11,4 M\$ s'explique par la baisse de 12,2 M\$ des acquisitions d'immobilisations et la baisse de 6,0 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancée en partie par la diminution de 6,8 M\$ du BAIIA ajusté.

**Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2021**

**Revenus** de 2,78 G\$, soit une hausse de 100,2 M\$ (3,7 %) attribuable pour l'essentiel aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2021.

- Revenus des services de téléphonie mobile de 527,1 M\$, en hausse de 38,8 M\$ (7,9 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 899,8 M\$, en hausse de 60,7 M\$ (7,2 %).
- Revenus des services de télédistribution de 632,3 M\$, soit une baisse de 51,3 M\$ (-7,5 %).
- Revenus des services de téléphonie filaire de 240,8 \$, soit une diminution de 14,3 M\$ (-5,6 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 195,5 M\$, en hausse de 15,7 M\$ (8,7 %), dont l'effet favorable des volumes et des prix.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 148,2 M\$, en hausse de 47,5 M\$ (47,2 %), dont la hausse des ventes d'équipements liées à la plateforme Helix.
- Autres revenus de 138,2 M\$, soit une hausse de 3,1 M\$ (2,3 %).

**FMPU** totale de Vidéotron de 50,39 \$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 49,85 \$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 0,54 \$ (1,1 %). La FMPU mobile a atteint 50,13 \$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 50,96 \$ à la même période de 2020, en baisse de 0,83 \$ (-1,6 %), attribuable, entre autres, à la diminution des revenus de surcharges liées à la consommation et des revenus d'itinérance en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 ainsi qu'à la popularité des forfaits de type « Apportez votre appareil ».

## Statistiques de clientèle

**UGR** – Baisse de 1 300 UGR au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une augmentation de 28 700 à la même période de 2020.

**Téléphonie mobile** – Augmentation de 90 200 lignes (6,1 %) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une hausse de 122 100 à la même période de 2020.

**Accès Internet** – Hausse de 35 900 clients (2,0 %) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une augmentation de 42 500 à la période correspondante de 2020.

**Télédistribution** – Baisse de 47 600 clients (-3,2 %) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une diminution de 50 000 à la même période de 2020.

**Téléphonie filaire** – Diminution de 77 300 lignes (-8,4 %) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une baisse de 79 500 à la même période de 2020.

**Vidéo sur demande par abonnement** – Diminution de 2 500 clients (-0,5 %) au cours des neuf premiers mois de 2021, contre une baisse de 6 400 à la même période de 2020.

**BAIIA ajusté** de 1,41 G\$, en hausse de 26,5 M\$ (1,9 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus, déduction faite du coût des équipements vendus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais d'ingénierie et des services à la clientèle et qualité technique ;
- l'écart défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent au cours des neuf premiers mois de 2020.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,3 % au cours des neuf premiers mois de 2021, comparativement à 48,4 % à la même période de 2020, essentiellement attribuable à la raison évoquée dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2021.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 980,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 951,2 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). La hausse de 29,1 M\$ s'explique par la progression de 26,5 M\$ du BAIIA ajusté et la baisse de 20,9 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la diminution des investissements en informatique, contrebalancée en partie par la hausse de 18,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations, dont l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A.

## Média

### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2021

**Revenus** de 190,6 M\$ au troisième trimestre 2021, en hausse de 33,4 M\$ (21,2 %).

- Autres revenus en hausse de 22,5 M\$ (55,7 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus des services cinématographiques et audiovisuels, du Réseau TVA et des revenus de production et distribution.
- Augmentation des revenus de publicité de 9,0 M\$ (13,5 %), surtout attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et de Québecor Affichage.
- Augmentation des revenus d'abonnement de 1,9 M\$ (3,8 %), expliquée principalement par la hausse des revenus d'abonnement aux chaînes spécialisées.

**BAIIA ajusté** de 36,6 M\$ au troisième trimestre 2021, en hausse de 11,7 M\$ (47,0 %), qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des frais de main-d'œuvre, expliquée essentiellement par la croissance des activités, dont l'impact de la fin de l'admissibilité du secteur aux mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 80,8 % au troisième trimestre 2021, contre 84,2 % à la même période de 2020, expliqué principalement par la composante fixe de ces coûts qui ne fluctue pas en proportion de la croissance des revenus.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 24,3 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 17,0 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11), soit un écart favorable de 7,3 M\$ expliqué par la hausse de 11,7 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée par la hausse de 4,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

### **Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2021**

**Revenus** de 563,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, en hausse de 98,9 M\$ (21,3 %).

- Augmentation des revenus de publicité de 51,6 M\$ (26,0 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et des chaînes spécialisées ainsi que de la croissance des revenus numériques.
- Autres revenus en hausse de 44,9 M\$ (38,6 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus des services cinématographiques et audiovisuels, du Réseau TVA, ainsi que l'augmentation du volume d'activité de Communications Qolab inc.
- Augmentation des revenus d'abonnement de 2,4 M\$ (1,6 %).

**BAIIA ajusté** de 54,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, soit une hausse de 18,0 M\$ (49,2 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des coûts de contenu en télédiffusion, due surtout à la reprise des activités de la Ligue nationale de hockey en 2021 et des activités télévisuelles en général ;
- la hausse des frais de main-d'œuvre, expliquée essentiellement par la croissance des activités, dont l'impact de la fin de l'admissibilité du secteur aux mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 90,3 % au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 92,1 % à la même période de 2020, qui s'explique essentiellement par les mêmes raisons évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2021.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 27,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 13,4 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cette hausse de 13,6 M\$ s'explique par l'augmentation de 18,0 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 4,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

## **Sports et divertissement**

### **Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2021**

**Revenus** de 49,1 M\$ au troisième trimestre 2021, soit une hausse de 0,6 M\$ (1,2 %), principalement attribuable à la hausse des revenus en distribution de livres et en édition scolaire, ainsi que des activités de hockey, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de musique, due essentiellement à l'arrêt des activités de distribution physique.

**BAIIA ajusté** de 11,0 M\$ au troisième trimestre 2021, soit une hausse de 3,4 M\$ (44,7 %) qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus des activités de hockey et d'édition scolaire.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 10,0 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 6,7 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cet écart favorable de 3,3 M\$ s'explique essentiellement par l'écart favorable de 3,4 M\$ du BAIIA ajusté.

### **Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2021**

**Revenus** de 113,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, soit une hausse de 4,6 M\$ (4,2 %), principalement attribuable à la hausse des revenus en distribution et en édition de livres, y compris l'édition scolaire, et des revenus des activités de hockey, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de musique, due principalement à l'arrêt des activités de distribution physique et à la diminution des revenus de spectacles.

**BAIIA ajusté** de 16,2 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, soit un écart favorable de 9,6 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus.

**Flux de trésorerie d'exploitation** de 13,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 4,1 M\$ à la même période de 2020 (tableau 11). Cet écart favorable de 9,5 M\$ s'explique essentiellement par la progression de 9,6 M\$ du BAIIA ajusté.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société, ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

### Exploitation

*Troisième trimestre 2021*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 368,2 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 339,4 M\$ à la même période de 2020.

Cette augmentation de 28,8 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart favorable de 28,7 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liée aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation favorable des actifs liés à des contrats, des créiteurs, charges à payer et provisions et des impôts sur le bénéfice à payer, contrebalancée en partie par la variation défavorable des stocks ;
- la hausse de 6,9 M\$ du BAIIA ajusté.

Contrebalancés en partie par :

- l'augmentation de 3,9 M\$ de la portion monétaire des frais financiers ;
- la hausse de 2,8 M\$ des impôts exigibles.

*Neuf premiers mois de 2021*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies** de 859,5 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 1,05 G\$ à la même période de 2020.

Cette diminution de 195,0 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 239,7 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des stocks, des impôts sur le bénéfice à payer et des débiteurs, contrebalancée par la variation favorable des actifs liés à des contrats ;
- la hausse de 10,3 M\$ des impôts exigibles ;
- l'augmentation de 4,7 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 48,6 M\$ du BAIIA ajusté ;
- l'écart favorable de 11,7 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

La variation nette défavorable des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation ont eu un impact défavorable au cours des neuf premiers mois de 2021 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies, comparativement à la période correspondante de 2020, tandis que la hausse de la rentabilité de l'ensemble des secteurs de la Société a eu une incidence favorable.

**Fonds de roulement** de 478,3 M\$ au 30 septembre 2021, contre un fonds de roulement négatif de 70,4 M\$ au 31 décembre 2020, soit un écart favorable de 548,7 M\$, principalement attribuable à la hausse des espèces et quasi-espèces, ainsi qu'aux variations favorables des débiteurs et des stocks.

### Investissement

*Troisième trimestre 2021*

**Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations** de 120,4 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 138,1 M\$ à la même période de 2020, soit une diminution de 17,7 M\$, qui s'explique surtout par la baisse des investissements dans le secteur Télécommunications et par la variation nette favorable de 8,5 M\$ des éléments hors caisse courants.

**Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels** de 203,4 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 34,3 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 169,1 M\$, dont les dépôts sur l'acquisition, par Vidéotron, de licences de spectre dans la bande de 3 500 MHz de 166,0 M\$.

**Produit d'aliénation d'éléments d'actif** de 3,1 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 1,4 M\$ à la même période de 2020.

**Disposition d'entreprises** de 0,8 M\$ au troisième trimestre 2021, contre aucune à la même période de 2020.

#### *Neuf premiers mois de 2021*

**Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations** de 337,7 M\$ pour les neuf premiers mois de 2021, contre 324,8 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 12,9 M\$ qui s'explique surtout par l'augmentation des investissements dans le réseau LTE-A dans le secteur Télécommunications, contrebalancée en partie par la variation nette favorable de 9,8 M\$ des éléments hors caisse courants.

**Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels** de 312,6 M\$ pour les neuf premiers mois de 2021, contre 185,1 M\$ à la même période de 2020, soit une augmentation de 127,5 M\$ qui s'explique principalement par les dépôts sur l'acquisition, par Vidéotron, de licences de spectre dans la bande de 3 500 MHz de 166,0 M\$, contrebalancée en partie par la variation nette favorable de 20,1 M\$ des éléments hors caisse courants, jumelée à une diminution des investissements en informatique, principalement dans le secteur Télécommunications.

**Produit d'aliénation d'éléments d'actif** de 6,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2021, contre 3,6 M\$ à la même période de 2020.

**Acquisitions nettes d'entreprises** de 21,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2021, contre 10,8 M\$ à la même période de 2020.

### **Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies**

#### *Troisième trimestre 2021*

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies** de 213,5 M\$ au troisième trimestre 2021, contre 168,4 M\$ à la même période de 2020 (tableau 12). Cette hausse de 45,1 M\$ s'explique surtout par l'augmentation de 28,8 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et la baisse de 17,7 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

#### *Neuf premiers mois de 2021*

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies** de 381,4 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 548,2 M\$ à la même période de 2020 (tableau 12).

Cette baisse de 166,8 M\$ s'explique surtout par :

- la diminution de 195,0 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies ;
- la hausse de 12,9 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

Contrebalancées en partie par :

- la diminution de 38,5 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels, exclusion faite des dépôts sur les acquisitions de licences de spectre.



## **Financement**

**Dette consolidée** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 487,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2021. Variation nette défavorable de 207,5 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours des neuf premiers mois de 2021, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
  - l'émission par Vidéotron, le 22 janvier 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$ ;
  - l'émission par Vidéotron, le 17 juin 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$.
- Au cours des neuf premiers mois de 2021, la diminution de la dette est essentiellement expliquée par :
  - le remboursement par anticipation par Vidéotron, le 6 juillet 2021, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021 ;
  - le remboursement par anticipation par Québecor Média, le 5 juillet 2021, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021 ;
  - l'incidence favorable du taux de change de 29,1 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 597,1 M\$ au 31 décembre 2020 à un actif net de 389,6 M\$ au 30 septembre 2021, soit une variation nette défavorable de 207,5 M\$ expliquée principalement par :
  - la réalisation de l'actif lié aux contrats de couverture de Vidéotron dans le cadre du remboursement par anticipation, le 6 juillet 2021, d'un montant en capital global de 800,0 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 5,000 % ;
  - l'écart défavorable attribuable au taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.
- Le 11 février 2021, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2021 à février 2022 et de modifier certaines modalités.

## **Situation financière**

**Liquidités disponibles nettes** de 2,27 G\$ au 30 septembre 2021 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,80 G\$ et des espèces et quasi-espèces de 475,0 M\$.

**Dette consolidée** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 6,26 G\$ au 30 septembre 2021, soit une augmentation de 487,3 M\$ par rapport au 31 décembre 2020. Variation nette défavorable de 207,5 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 5,10 G\$ de Vidéotron (4,11 G\$ au 31 décembre 2020), de 39,3 M\$ de Groupe TVA (28,8 M\$ au 31 décembre 2020), de 1,07 G\$ de Québecor Média (1,59 G\$ au 31 décembre 2020) et de 44,9 M\$ de Québecor (45,9 M\$ au 31 décembre 2020).

**Ratio d'endettement net consolidé** de 2,80x au 30 septembre 2021, contre 2,68x au 31 décembre 2020.

Au 30 septembre 2021, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

**Tableau 3**  
**Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor**  
**Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre**  
(en millions de dollars canadiens)

2022	35,3	\$
2023	1 118,8	
2024	760,8	
2025	400,0	
2026	375,0	
2027 et ultérieurement	3 594,8	
<b>Total</b>	<b>6 284,7</b>	<b>\$</b>

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débentures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 5,5 années au 30 septembre 2021 (4,3 années au 31 décembre 2020). Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 96,5 % de titres à taux fixe (96,1 % au 31 décembre 2020) et de 3,5 % de titres à taux variable (3,9 % au 31 décembre 2020).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 30 septembre 2021, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

### **Dividendes déclarés**

Le 3 novembre 2021, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,275 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 14 décembre 2021 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 19 novembre 2021.

## **Participation aux enchères de spectre dans la bande de 3 500 MHz**

Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec dans quatre provinces canadiennes : le sud et l'est de l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Maintenant détenteur de 175 blocs de spectre (une moyenne de 32 MHz) de la bande de 3 500 MHz dans quatre provinces canadiennes hors Québec, Québecor prévoit déployer son service de téléphonie mobile dans certaines régions rurales et urbaines du reste du Canada. Vidéotron a effectué un premier dépôt de 166,0 M\$ au cours du troisième trimestre 2021 pour l'acquisition de ces licences. Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») avait initialement déterminé que le solde serait payable le 4 octobre 2021. La date de délivrance des licences a toutefois été reportée afin de permettre à ISDE de poursuivre des consultations techniques relativement à la bande de fréquence de 3 500 MHz. ISDE n'a pas encore déterminé la date à laquelle les licences de spectre seront émises et livrées, ainsi que la date à laquelle le paiement final de 664,0 M\$ sera réclamé. A la fin d'août 2021, deux concurrents ont initié des recours en Cour fédérale afin de contester l'attribution à Vidéotron des licences de la bande de 3 500 MHz dans les provinces de l'Ouest canadien. Ces recours sont maintenant devant la Cour fédérale. Le 22 octobre 2021, la Cour fédérale a par ailleurs rejeté l'injonction interlocutoire déposée par l'un de ces concurrents, qui demandait d'arrêter la procédure d'octroi des licences pour l'Ouest canadien.

## Analyse du bilan consolidé

**Tableau 4**

**Bilan consolidé de Québecor**

**Analyse des principales variations entre le 30 septembre 2021 et le 31 décembre 2020**

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2021 <sup>1</sup>		31 déc. 2020		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
<b>Actif</b>							
Espèces et quasi-espèces	480,7	\$	136,7	\$	344,0	\$	Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et de financement
Débiteurs	700,6		563,6		137,0		Incidence de la variation courante des activités et portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir
Stocks	312,9		250,7		62,2		Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	3 095,3		3 189,2		(93,9)		Amortissement de la période moins les acquisitions d'immobilisations
Actifs incorporels	1 643,8		1 466,7		177,1		Dépôt sur l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz, acquisitions d'actifs incorporels et d'entreprises, moins l'amortissement de la période
Instruments financiers dérivés <sup>2</sup>	389,6		597,1		(207,5)		Cf. « Financement »
Autres éléments d'actif	488,2		433,8		54,4		Incidence de la variation courante des activités d'exploitation et d'investissement, y compris la variation de la portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir
<b>Passif</b>							
Impôts sur le bénéfice <sup>3</sup>	30,8		65,1		(34,3)		Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	6 262,4		5 775,1		487,3		Cf. « Financement »
Autres éléments de passif	270,2		422,8		(152,6)		Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies, moins une réévaluation à la hausse de l'obligation liée aux démantèlements d'actifs

<sup>1</sup> Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

<sup>2</sup> Actif à long terme moins le passif à long terme.

<sup>3</sup> Passif à court terme moins l'actif à court terme.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 5.

**Tableau 5**  
**Obligations contractuelles de Québecor au 30 septembre 2021**  
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme <sup>1</sup>	6 284,7 \$	35,3 \$	1 879,6 \$	775,0 \$	3 594,8 \$
Débetures convertibles <sup>2</sup>	150,0	–	150,0	–	–
Paiements d'intérêts <sup>3</sup>	1 441,7	199,9	498,9	349,9	393,0
Obligations locatives	181,6	36,4	60,1	29,2	55,9
Paiements d'intérêts sur les obligations locatives	45,4	7,5	10,8	7,2	19,9
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	1 525,5	327,6	443,3	343,1	411,5
Instruments financiers dérivés <sup>4</sup>	(325,5)	1,6	(342,1)	–	15,0
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>9 303,4 \$</b>	<b>608,3 \$</b>	<b>2 700,6 \$</b>	<b>1 504,4 \$</b>	<b>4 490,1 \$</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

<sup>2</sup> Basé sur la valeur du marché au 30 septembre 2021 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 25,86 \$ et d'un prix plafond d'environ 32,32 \$. La Société peut aussi racheter les débetures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

<sup>3</sup> Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débetures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 30 septembre 2021.

<sup>4</sup> Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

### Transactions entre parties liées

Au troisième trimestre 2021, la Société a effectué des ventes de 2,3 M\$ (1,0 M\$ à la même période de 2020) et aucun achat (2,4 M\$ à la même période de 2020) avec des parties liées.

Au cours des neuf premiers mois de 2021, la Société a effectué des ventes de 5,0 M\$ (2,7 M\$ à la même période de 2020) et des achats de 3,9 M\$ avec des parties liées (8,1 M\$ à la même période de 2020).

## Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 18 octobre 2021. De plus, 3 000 982 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 18 octobre 2021.

**Tableau 6**  
**Capital-actions**

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 18 octobre 2021	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	76 984 034	8,6 \$
Actions catégorie B	163 673 507	964,9

Le 5 août 2020, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,5 % des actions catégorie B émises et en circulation au 31 juillet 2020. Les rachats pouvaient être effectués entre les 15 août 2020 et 14 août 2021, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées. Par la suite, le 19 mai 2021, la Société a été autorisée par la Bourse de Toronto à modifier son programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités afin d'augmenter le nombre maximal d'actions catégorie B lui permettant de racheter jusqu'à 7 500 000 actions catégorie B, représentant environ 4,3 % des actions catégorie B émises et en circulation le 30 juillet 2020.

Le 4 août 2021, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,6 % des actions catégorie B émises et en circulation le 30 juillet 2021. Les rachats peuvent être effectués entre les 15 août 2021 et 14 août 2022, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 6 août 2021, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2021 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au cours des neuf premiers mois de 2021, la Société a racheté et annulé 7 064 650 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 225,9 M\$ (4 695 800 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 143,4 M\$ à la même période de 2020). L'excédent de 184,2 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (115,7 M\$ à la même période de 2020).

## Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débetures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 30 septembre 2021 et 31 décembre 2020 sont les suivantes :

**Tableau 7**

### Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 septembre 2021		31 décembre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Dette à long terme<sup>1</sup></b>	<b>(6 284,7)</b>	<b>\$ (6 492,9)</b>	<b>(5 786,4)</b>	<b>\$ (6 216,1)</b>
<b>Débetures convertibles<sup>2</sup></b>	<b>(146,6)</b>	<b>(146,6)</b>	<b>(153,5)</b>	<b>(153,5)</b>
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Contrats de change à terme	1,2	1,2	(8,0)	(8,0)
Ententes de swaps sur devises	388,4	388,4	605,1	605,1

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

<sup>2</sup> La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, taux d'intérêt et primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les gains et pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les troisièmes trimestres et les neuf premiers mois de 2021 et de 2020 sont résumés dans le tableau 8.

**Tableau 8****(Gain) perte sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
(Gain) perte sur les dérivés incorporés liés aux débetures				
convertibles	(5,8) \$	17,8 \$	(7,6) \$	(9,4) \$
Autres	(0,2)	0,8	0,4	0,5
	(6,0) \$	18,6 \$	(7,2) \$	(8,9) \$

Des gains respectifs de 15,7 M\$ et de 11,5 M\$ au troisième trimestre 2021 et au cours des neuf premiers mois de 2021 ont été comptabilisés aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (perte de 25,0 M\$ et gain de 18,9 M\$, respectivement au troisième trimestre 2020 et au cours des neuf premiers mois de 2020).

**Éventualités et litiges**

Dans le cadre des litiges entre la Société et un concurrent, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

**Mesures non normalisées selon les IFRS**

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

**BAIIA ajusté**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la perte sur refinancement de la dette, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice lié aux activités abandonnées. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.



**Tableau 9****Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	476,8	483,6	1 409,2	1 382,7
Média	36,6	24,9	54,6	36,6
Sports et divertissement	11,0	7,6	16,2	6,6
Siège social	(4,1)	(2,7)	(5,6)	(0,1)
	<b>520,3</b>	513,4	<b>1 474,4</b>	1 425,8
Amortissement	(194,3)	(195,9)	(586,2)	(589,7)
Frais financiers	(83,8)	(80,1)	(253,9)	(249,1)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,0	(18,6)	7,2	8,9
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(12,4)	(18,9)	3,7	(33,1)
Perte sur refinancement de la dette	–	–	(80,9)	–
Impôts sur le bénéfice	(56,6)	(56,4)	(140,4)	(147,7)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	–	–	–	33,8
<b>Bénéfice net</b>	<b>179,2</b>	143,5	<b>423,9</b>	448,9

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies**

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments et la perte sur refinancement de la dette, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice lié aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 10**

**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	176,1	\$ 173,1	\$ 464,3	\$ 429,5
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,0	(18,6)	7,2	8,9
Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(12,4)	(18,9)	3,7	(33,1)
Perte sur refinancement de la dette	–	–	(80,9)	–
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements <sup>1</sup>	3,4	4,5	23,6	7,0
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	–	0,8	–	1,3
Activités abandonnées	–	–	–	33,8
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>173,1</b>	<b>\$ 140,9</b>	<b>\$ 417,9</b>	<b>\$ 447,4</b>

<sup>1</sup> Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

**Flux de trésorerie d'exploitation et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies**

*Flux de trésorerie d'exploitation*

Les flux de trésorerie d'exploitation représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitatif annuel de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

*Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies*

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 11 et 12 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés.

**Tableau 11**
**Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
<b>BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif)</b>				
Télécommunications	476,8	\$ 483,6	\$ 1 409,2	\$ 1 382,7
Média	36,6	24,9	54,6	36,6
Sports et divertissement	11,0	7,6	16,2	6,6
Siège social	(4,1)	(2,7)	(5,6)	(0,1)
	<b>520,3</b>	513,4	<b>1 474,4</b>	1 425,8
<b>Moins</b>				
Acquisitions d'immobilisations <sup>1</sup> :				
Télécommunications	(103,5)	(115,7)	(316,5)	(298,2)
Média	(6,4)	(3,2)	(10,6)	(6,7)
Sports et divertissement	(0,3)	(0,1)	(0,4)	(0,2)
Siège social	(0,4)	(0,8)	(1,6)	(1,3)
	<b>(110,6)</b>	(119,8)	<b>(329,1)</b>	(306,4)
Acquisitions d'actifs incorporels <sup>2</sup> :				
Télécommunications	(36,0)	(42,0)	(112,4)	(133,3)
Média	(5,9)	(4,7)	(17,0)	(16,5)
Sports et divertissement	(0,7)	(0,8)	(2,2)	(2,3)
Siège social	(1,3)	–	(2,2)	(0,1)
	<b>(43,9)</b>	(47,5)	<b>(133,8)</b>	(152,2)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>				
Télécommunications	337,3	325,9	980,3	951,2
Média	24,3	17,0	27,0	13,4
Sports et divertissement	10,0	6,7	13,6	4,1
Siège social	(5,8)	(3,5)	(9,4)	(1,5)
	<b>365,8</b>	\$ 346,1	\$ 1 011,5	\$ 967,2

**<sup>1</sup> Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'immobilisations	(110,6)	\$ (119,8)	\$ (329,1)	\$ (306,4)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(9,8)	(18,3)	(8,6)	(18,4)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	<b>(120,4)</b>	\$ (138,1)	\$ (337,7)	\$ (324,8)

**<sup>2</sup> Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés résumés**

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Acquisitions d'actifs incorporels	(43,9)	\$ (47,5)	\$ (133,8)	\$ (152,2)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	6,5	13,2	(12,8)	(32,9)
Flux de trésorerie utilisés pour les dépôts sur les licences	(166,0)	–	(166,0)	–
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	<b>(203,4)</b>	\$ (34,3)	\$ (312,6)	\$ (185,1)

**Tableau 12**

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
<b>Flux de trésorerie d'exploitation provenant du tableau 11</b>	<b>365,8</b>	<b>\$ 346,1</b>	<b>\$ 1 011,5</b>	<b>\$ 967,2</b>
<b>Plus (moins)</b>				
Portion monétaire des frais financiers	(82,0)	(78,1)	(247,7)	(243,0)
Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments	(12,4)	(11,8)	(14,5)	(26,2)
Impôts exigibles	(63,5)	(60,7)	(191,3)	(181,0)
Autres	3,5	1,3	5,9	3,9
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	5,4	(23,3)	(161,1)	78,6
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(9,8)	(18,3)	(8,6)	(18,4)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	6,5	13,2	(12,8)	(32,9)
<b>Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies</b>	<b>213,5</b>	<b>168,4</b>	<b>381,4</b>	<b>548,2</b>
<b>Plus (moins)</b>				
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	120,4	138,1	337,7	324,8
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux achats et aux renouvellements de licences)	37,4	34,3	146,6	185,1
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	(3,1)	(1,4)	(6,2)	(3,6)
<b>Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies</b>	<b>368,2</b>	<b>\$ 339,4</b>	<b>\$ 859,5</b>	<b>\$ 1 054,5</b>

**Ratio d'endettement net consolidé**

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débetures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débetures convertibles puisque ces débetures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 13**  
**Ratio d'endettement net consolidé**  
(en millions de dollars canadiens)

	<b>30 sept.</b>		31 déc.	
	<b>2021</b>		2020	
<b>Total de la dette à long terme<sup>1</sup></b>	<b>6 284,7</b>	<b>\$</b>	5 786,4	<b>\$</b>
<b>Plus (moins)</b>				
Obligations locatives	<b>145,2</b>		139,0	
Portion à court terme des obligations locatives	<b>36,4</b>		34,3	
Emprunts bancaires	<b>5,6</b>		1,7	
Actifs liés aux instruments financiers dérivés	<b>(406,3)</b>		(625,5)	
Passifs liés aux instruments financiers dérivés	<b>16,7</b>		28,4	
Espèces et quasi-espèces	<b>(480,7)</b>		(136,7)	
Dette nette consolidée exclusion faite des débentures convertibles	<b>5 601,6</b>		5 227,6	
Divisée par :				
BAlIA ajusté sur 12 mois	<b>2 001,2</b>	<b>\$</b>	1 952,6	<b>\$</b>
<b>Ratio d'endettement net consolidé</b>	<b>2,80x</b>		2,68x	

<sup>1</sup> Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

## Indicateurs clés de rendement

### Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de vidéo sur demande par abonnement, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

### Facturation moyenne par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit la FMPU. Cet indicateur sert à mesurer la facturation moyenne d'abonnement par UGR. La FMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de la FMPU utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

La FMPU mobile se calcule en divisant la facturation moyenne d'abonnement du service de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

La FMPU totale se calcule en divisant la facturation moyenne combinée d'abonnement aux services d'accès Internet, de télédistribution, de vidéo sur demande par abonnement, de téléphonie mobile et filaire, par le nombre total moyen d'UGR aux services d'accès Internet, de télédistribution, de téléphonie mobile et filaire durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

### Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2021, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

## Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse <www.sedar.com>.

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'incapacité à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de vidéo sur demande par abonnement, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publiques, y compris la pandémie de COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays ;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <[www.sedar.com](http://www.sedar.com)> et à <[www.quebecor.com](http://www.quebecor.com)>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 3 novembre 2021 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 3 novembre 2021

# QUÉBECOR INC.

## SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2021			2020			2019	
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
<b>Revenus</b>	<b>1 148,2 \$</b>	<b>1 131,2 \$</b>	<b>1 091,1 \$</b>	1 146,8 \$	1 111,7 \$	1 003,8 \$	1 055,5 \$	1 136,2 \$
<b>BAlIA ajusté</b>	<b>520,3</b>	<b>501,4</b>	<b>452,7</b>	526,8	513,4	475,7	436,7	494,5
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>365,8</b>	<b>338,1</b>	<b>307,6</b>	345,2	346,1	326,1	295,0	260,5
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	176,1	158,3	129,9	165,0	173,1	144,9	111,5	159,6
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	6,1	7,3	(5,3)	(0,4)	(18,3)	4,5	21,7	(13,6)
Éléments inhabituels	(9,1)	(42,1)	(3,3)	(4,2)	(13,9)	(7,0)	(2,9)	(0,9)
Activités abandonnées	-	-	-	(0,6)	-	32,5	1,3	-
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>173,1</b>	<b>123,5</b>	<b>121,3</b>	159,8	140,9	174,9	131,6	145,1

### Données de base par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,73 \$	0,65 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,69 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,63 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,02	0,03	(0,02)	-	(0,07)	0,02	0,08	(0,05)
Éléments inhabituels	(0,04)	(0,18)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	0,13	0,01	-
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>0,71</b>	<b>0,50</b>	<b>0,49</b>	0,64	0,56	0,69	0,52	0,57
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	242,7	245,0	246,7	249,1	250,5	252,8	254,0	254,8

### Données diluées par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,72 \$	0,64 \$	0,52 \$	0,66 \$	0,68 \$	0,57 \$	0,42 \$	0,62 \$
Impact de la dilution	-	-	-	-	0,01	-	-	0,01
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	-	(0,02)	-	(0,07)	-	-	(0,05)
Éléments inhabituels	(0,04)	(0,17)	(0,01)	(0,02)	(0,06)	(0,03)	(0,01)	(0,01)
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	0,12	0,01	-
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>0,68</b>	<b>0,47</b>	<b>0,49</b>	0,64	0,56	0,66	0,42	0,57
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	247,5	249,9	246,9	253,8	250,7	258,6	259,9	255,0